



**Le gouvernement helvétique a décidé d'interdire la tenue de la manifestation de ce mouvement ethno-fasciste prévue samedi 12 juillet dernier à Genève en Suisse. Au même moment, nos sources indiquent que l'hôtel intercontinental a saisi la justice contre certains manifestants.**

Ils n'avaient que leurs yeux pour pleurer samedi dernier. Ces ethno-fascistes de la Bas-Mrc qui avaient vu leur manifestation interdite par le gouvernement helvétique. Si une petite poignée de ces pseudos manifestants a violé cette interdiction en se rendant du côté de l'hôtel Intercontinental, ce que ces petits illuminés ne savaient pas encore, c'est que le président Paul Biya venait de leur donner un véritable coup de massue. Selon nos sources généralement très bien informées, le chef de l'Etat se trouvait ailleurs. Et la preuve ? Pendant que les activistes de la Bas manifestaient devant l'hôtel Intercontinental, l'épouse du chef de l'Etat, Chantal Biya assistait samedi 17 juillet à la cérémonie de clôture du Festival de Cannes en France.

Pour la circonstance, indiquent nos sources, le jury de cet rendez-vous du cinéma, majoritairement féminin, était présidé par le célèbre réalisateur américain Spike Lee. La Première Dame camerounaise aura ainsi assisté, après le célèbre rituel dénommé « montée des marches », au sacre de Julia Ducournau, réalisatrice et scénariste française qui a remporté la palme d'or pour son film « Titane ». Son mari Paul Biya quant à lui s'occupait, non loin de son épouse, très loin de l'agitation de Genève. Le président Paul Biya venaient de mettre un gros « zolo » comme on le dit trivialement à Nkololun, à Douala. Le chef de l'Etat camerounais donnait ainsi l'occasion au monde entier de voir en monde vision, quel genre de démocrates,

lui le «dictateur» a à faire au Cameroun. C'est-à-dire de pseudos démocrates qui excellent dans les casses et la violence. Le monde entier pouvait ainsi comprendre pourquoi les autorités camerounaises interdisent le plus souvent les manifestations du Mrc. Exactement comme l'ont fait les Suisses.

Bien au courant du plan de son assassinat, à 88 ans bien sonnés, le chef de l'Etat sait pertinemment qu'il peut mourir d'un moment à l'autre. Il fallait donner l'occasion à l'opinion internationale de comprendre exactement ce qui se passe au Cameroun depuis la **déculottée de Maurice Kamto** à la présidentielle de 2018. Selon nos sources à Genève, ce qui est clair c'est que la manifestation à l'hôtel Intercontinental était bien planifiée par le Mrc à travers son bras armé, la Bas. La stratégie consistait en effet à mettre en avant les Ambazoniens et certains sans-papiers, afin que ceux-ci défient les forces de sécurité suisses qui allaient brutalement riposter. Une fois mis aux arrêts, ils savaient que les condamnations éventuelles allaient être moindres, au regard du statut de réfugiés politiques arborés par plusieurs d'entre eux. Ainsi, l'opinion internationale allait se mettre à dos le régime de Yaoundé et aboutir à une négociation comme on l'a vu en Côte d'Ivoire, avec les fameux accords de Marcoussis. Ainsi le Mrc allait, dans ce contexte, engager sa marche vers Etoudi. Paul Biya étant alors étiqueté comme un dictateur à chasser du pouvoir.

Seulement, c'était mal connaître le « **vieux lion** ». Le sujet a d'ailleurs fait l'objet de moult débats sur certains médias suisses. On a encore en mémoire cet échange nourri entre Murat Alder, député Plr au Grand Conseil genevois, et Stefanie Prezioso, conseillère nationale genevoise du mouvement Ensemble à Gauche. Si Madame la Conseillère a fait montre d'une ignorance manifeste vis-à-vis des faits sociopolitiques du Cameroun, en indiquant par exemple que le président Paul Biya avait déjà passé plus de 50 ans au pouvoir, sans oublier d'autres inepties et balivernes balancées sur les conséquences de la crise anglophone, son protagoniste d'en face pour sa part a plutôt fait preuve de clairvoyance. Pour le député Plr du Grand Conseil, même s'il existe en Suisse un droit de réunion, tout comme celui garantissant la liberté d'opinion et d'expression, ce que de nombreux bretteurs revanchards ont perdu de vue c'est que, au Cameroun. Les autorités suisses ont fait une pesée entre la libre expression des droits de ces personnes de manifester, et le risque de débordement que ce mouvement susciterait.

## EMBUSCADE

Visiblement des garanties suffisantes n'ont pu être apportées, d'où cette interdiction de manifestation balancée par les autorités helvétiques. Comme va l'indiquer le député Murat Alder, cette décision a été prise de « manière mûrement réfléchie sur la base d'un faisceau d'indices concrets, de renseignements, et surtout sur la base d'une manifestation qui, il y a deux ans, avait dégénéré. » Ce qui a d'ailleurs fait dire aux autorités suisses que la manifestation de samedi dernier était loin d'avoir une simple visée pacifique, non seulement à cause des acteurs en présence, mais également au regard des actes de violence orchestrés par ces militants ethofascistes de la Bas-Mrc. Comme par enchantement, sur la vingtaine de manifestants interpellés, tous sont curieusement issus d'une même région, d'un même département pour ne pas dire un même arrondissement et pourquoi pas d'un même village. Ce sont eux qui se sont retrouvés en embuscade à Genève, faisant croire que c'est tout le Cameroun qui est concerné par cette manifestation ethnofaciste. Mal en a pris ces grognons du Mrc car, plus de la moitié sera condamnée par la justice suisse pour violation de domicile. En

effet, ceux-ci avaient vainement tenté de s'introduire de force à l'hôtel Intercontinental vendredi 16 juillet dernier.

Interceptés par la police cantonale genevoise, ceux-ci vont passer plus de 30h en détention. Des ordonnances pénales leur seront servies avec à la clé des amendes à payer. Selon nos mêmes sources, malgré cette déculottée de samedi dernier, convaincu que le président Paul Biya et son épouse sont à l'hôtel Intercontinental, lundi dernier, l'activiste Patrice Nganang, l'écrivain pro Kamto, enseignant dans une université américaine, basée à New York, était chassé aux environs de 15h de l'hôtel Intercontinental. Il s'y était présenté comme un client qui désirait réserver une chambre à l'hôtel Intercontinental où était censé loger le couple présidentiel camerounais pour un court séjour privé en Europe. Il lui a été rétorqué que l'hôtel est plein et il a été immédiatement mis à la porte, toute honte bue. Selon certaines indiscretions, il était question pour Patrice Nganang de tout faire, même s'il faut jouer les kamikazes et attenter à la vie du chef de l'Etat. Il était question de reproduire le récent scénario vécu à Haïti. En se rendant donc à Genève, indiquent nos sources, le président Paul Biya était bien au courant du coup qui se préparait dans la capitale helvétique. A l'instar du scénario des années de braises de 1990, lorsque, en pleines « villes mortes », il brave toutes les menaces et intimidations et décide de se rendre à Douala.

## STRATÈGE INTRÉPIDE

Pour certains analystes pointilleux donc, le président Paul Biya s'est servi de son image comme un leurre pour distraire les grognons « zozos » de la Bas. Une autre ruse de l'Homme Lion qui discréditerait les injonctions de ces donneurs de leçons qui sommaient le chef de l'Etat de rentrer au Cameroun. Passons ! En effet, depuis son arrivée en Europe le dimanche 11 juillet dernier, beaucoup d'observateurs ne cessent de se demander pourquoi le président Paul Biya a délibérément choisi la Suisse et nul autre pays à l'instar de la Russie, la Chine ou Israël où sa sécurité aurait été mieux assurée, au regard des relations de coopération très excellentes que notre pays entretient avec ces pays. Mais il a choisi la Suisse. Cette Suisse qui, quelques années plutôt avait été le réceptacle de mouvements d'humeur de quelques illuminés de la Bas-Mrc en mal d'affirmation. Il se murmure que c'est lors de ses séjours privés à l'hôtel Intercontinental où il a des habitudes que le président camerounais mène une partie invisible de sa diplomatie silencieuse, discrètement efficace en rencontrant certains dirigeants politiques et autres magnats de l'économie mondiale, pour les intérêts du Cameroun. Seulement ceux qui sont moins distraits sur les actes que pose le président de la République, depuis son accession à la magistrature suprême, savent qu'en fin stratège intrépide, rien n'est fait au hasard.

En se souvenant des moments de braises des années 90, avec les « villes mortes », ils ont tôt fait d'établir le parallèle entre sa visite inattendue à Douala, avec cette déclaration qui est devenue célèbre : « **me voici donc à Douala** », et ce séjour actuel à Genève. Comme pour dire aux activistes de la Bas-Mrc et à ses contempteurs : « **vous avez dit que je ne mettrai plus mes pieds à Genève en Suisse, me voici donc à Genève !** » Seulement, comme nous venons de le relever, si ces observateurs connaissaient déjà ce côté intrépide du président Paul Biya, c'est la suite qu'ils n'ont pas réussi à imaginer. Cette suite la voici : grâce à son tact, le président Paul Biya a réussi vendredi dernier à obtenir des autorités helvétiques, l'interdiction de la manifestation que les activistes de la Bas-Mrc projetaient pompeusement d'organiser samedi dernier à Genève. En mettant ainsi en branle son entregent, le président Paul Biya

s'est non seulement appuyé sur un certain nombre d'arguments pour démontrer les ressorts ethno-fascistes des regroupements d'activistes et leur volonté manifeste de nuire à l'image du Cameroun, mais il a également mis au goût du jour l'alliance que ces manifestants ont tissé avec les partisans des thèses violentes sécessionnistes. Véritables obstacles au système politique camerounais, cette grande Nation démocratique, à la tête de laquelle, se trouve un grand leader, démocratiquement élu, et disposant de toute la légitimité et de toute la légalité, lequel, exerce la mission du peuple souverain, à lui confiée, dans le strict respect des usages démocratiques universellement établis dans toutes les grandes démocraties libérales du monde. Du coup en petits comités à Genève, les patriotes camerounais estiment qu'il faut davantage autour du chef de l'Etat des baroudeurs comme feu Martin Belinga Eboutou, ancien Dcc et Edgard Alain Mebe Ngo'o, ancien Mindef. Car, à leur époque, aux côtés du chef de l'Etat, des situations comme ce qui se passe actuellement dans la capitale helvétique n'aurait pas dû se passer ainsi. Ils auraient fait feu de tout bois pour taire tout cet activisme de la Bas. Car quoiqu'on dise, c'est l'image du Cameroun qui prend un sérieux coup.

## CONDAMNATION

Toutefois, ces manifestations ont été condamnées de manière tout azimut par les autorités camerounaises et une frange de l'opinion publique nationale et internationale. Le ton sera d'abord donné par le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi qui, dans un communiqué rendu public la semaine dernière, va se liguer contre les agissements et manifestations agressifs, violents et incontrôlés de certains de nos compatriotes de la diaspora « animés par le désir de perturber le bon déroulement » des séjours du président de la République et son épouse dans certains pays étrangers. Pourtant estime René Emmanuel Sadi, attenter à la personne du président de la République, consacré par la Constitution comme une institution, c'est porter atteinte au Cameroun et aux Camerounais dans leur ensemble. Et d'en appeler ainsi au sens de la morale républicaine de ces Camerounais d'une certaine diaspora coutumiers des agissements désordonnés, intempestifs et irrévérencieux.

C'est le même son de cloche qui va retentir du côté de la Confédération des mouvements des citoyens camerounais consciencieux à travers une lettre adressée le 15 juillet dernier à l'ambassadeur de la Confédération suisse au Cameroun, avec pour objet : « *dénonciation des perturbations programmées du séjour privé du chef de l'Etat camerounais par certains compatriotes de la diaspora.* » Après avoir condamné ces actes barbares, ils ont appelé les autorités suisses à « *veiller au respect soutenu des accords et traités internationaux, notamment la convention de Vienne sur les rapports diplomatiques du 18 avril 1961, complétée en 1963 et entrée en vigueur en 1964, ratifiée par le Cameroun, laquelle reconnaît la notion de voyage officiel.* » De nombreux observateurs ne manquant pas ainsi de manifester leur satisfecit après le dépôt d'une plainte par les responsables de l'hôtel Intercontinental vendredi dernier contre les manifestants de la Bas. Ce qui a conduit à la condamnation de certains activistes de la Bas parmi lesquels Calibri Calibro et Sandy Boston et consorts, placés en détention provisoire. Il s'agit de ceux qui s'étaient rendus responsables des violations de domicile.

Ces derniers sont actuellement en détention. Ils encourrent une peine maximale de 3 ans d'emprisonnement selon les dispositions de l'article 10 alinéas 3 du Code pénal suisse. A signaler également, selon nos mêmes sources, qu'un dépôt de plainte entraîne ipso facto une

enquête pénale et l'auteur est entendu par la police ou le juge d'instruction.

Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), le parti au pouvoir n'est pas resté les mains croisées. Sa section du côté de la Suisse a pondu un communiqué le 15 juillet 2021 dans lequel elle n'a pas manqué de dénoncer ces manœuvres sordides d'une petite minorité attirée par le chaos. « *Les militants et sympathisants du Rdpc (...) dénoncent avec la plus grande fermeté ce vaste complot. Ils n'entendent surtout pas tomber dans le piège de la Bas, visant à créer le chaos à Genève, à travers un éventuel affrontement entre Camerounais et à ternir ainsi l'image de notre pays en Suisse et au-delà* », pouvait-on lire.

**Source : La Nouvelle**

---